

Unité départementale du Bas-Rhin  
Equipe Sud  
14 rue du Bataillon de Marche n°24  
BP 10001  
67050 STRASBOURG cedex

Strasbourg, le 18/07/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/07/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**DYCKERHOFF Gravières et Sablières Seltz**

BORD DU RHIN  
BP 38  
67470 SELTZ

Références : 0006700164/EM/CE  
Code AIOT : 0006700164

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/07/2024 dans l'établissement DYCKERHOFF Gravières et Sablières Seltz implanté Seltzer Grosswoerth - ZERC1 - 67470 SELTZ. L'inspection a été annoncée le 16/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans le cadre du suivi des installations, dans le but de vérifier les prescriptions applicables à l'installation : arrêté préfectoral d'autorisation du 11/10/2019.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DYCKERHOFF Gravières et Sablières Seltz
- Seltzer Grosswoerth - ZERC1 - 67470 SELTZ
- Code AIOT : 0006700164
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Exploitation d'une gravière alluvionnaire et d'une installation de traitement.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ♦ les observations éventuelles ;
  - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ♦ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 11/10/2019, article 1.2.1/2 – 3.5	Sans objet
2	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 11/10/2019, articles 3.2.1 et 3.2.2	Sans objet
3	Garanties Financières	Arrêté Préfectoral du 11/10/2019, article 1.4.2	Sans objet
4	Eaux pluviales & eaux de procédés	Arrêté Préfectoral du 11/10/2019, articles 5.4.5 & 5.4.7	Sans objet
5	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 11/10/2019, article 5.5	Sans objet
6	Bruit	Arrêté Préfectoral du 11/10/2019, article 7.2.4	Sans objet
7	Milieu Naturel	Arrêté Préfectoral du 11/10/2019, article 2.1.2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
8	Gestion et suivi des zones de stockage - aménagement et entretien	Arrêté Ministériel du 11/10/2019, article 6.1.3.2	Sans objet
9	Déchets	Arrêté Préfectoral du 11/10/2019, article 6.1.3.2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas mis en évidence de non-conformité notable.

L'inspection demande à l'exploitant la prise en compte des remarques dans les prochaines révisions de plan et de surveillance des eaux.

Aucune suite administrative n'est proposée à ce stade.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/10/2019, article 1.2.1/2 - 3.5
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative
<b>Prescription contrôlée :</b>  1. 2510-1 tonnage Tonnage maximal annuel : 1 000 000 tonnes Tonnage moyen annuel : 865 000 tonnes 2517-1 station de transit de produits minéraux ou déchets non dangereux inertes (90 000m <sup>3</sup> )  2. L'autorisation d'exploitation de la carrière, est accordée pour une durée de 18 ans à compter de la notification du présent arrêté.  3.5 La côte minimale d'extraction est de + 60 m NGF sur l'ensemble du périmètre d'extraction.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a donné ses résultats d'extraction 2023. Ces résultats n'appellent pas d'observation de l'inspection. Il est cependant souhaité que ces résultats soient correctement reportés dans GEREPP à l'avenir. L'exploitant est à environ 47m NGF de côte d'extraction. L'exploitant a fait part à l'inspection d'un projet à venir début 2025 de renouvellement d'équipement : remplacement du chariot de la drague (ce projet signifie une avancée technique et de sécurité). L'exploitant déclare porter une réflexion sur une demande d'augmentation de la profondeur autorisée à l'extraction.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Plan d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/10/2019, articles 3.2.1 et 3.2.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Plan d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 3.2.1 : Plan d'exploitation Chaque année, est établi un plan d'exploitation orienté, à l'échelle 1/1500e. L'échelle est mentionnée sur le plan. Le plan comprend un maillage selon le système Lambert.

Sur ce plan sont reportés :

- les dates de levée ;
- le périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 m, la dénomination des parcelles cadastrales concernées ;
- les limites de sécurité et périmètres de protection institués en vertu de réglementations spéciales ;
- les clôtures ou tout dispositif équivalent ;
- les bords de la fouille ;
- le périmètre d'extraction ;
- les zones particulières de préservation écologiques ;
- les courbes de niveau (équidistantes, tous les 10 m d'altitude) ou les cotes d'altitude (NGF) des points significatifs et des points levés ;
- les courbes bathymétriques sur l'ensemble du plan d'eau équidistantes tous les 10m de profondeur ;
- la position de tous ouvrages ou équipements fixes présents sur le site et dans son voisinage immédiat et, en particulier ceux dont l'intégrité conditionne la santé et la sécurité publique ;
- les installations de prélèvements d'eau ;
- les exutoires de rejets dans la darse et dans le plan d'eau ;
- l'emplacement exact du bornage ;
- l'étendue des zones décapées et l'emplacement des zones de stockage des déchets inertes d'extraction internes ;
- les limites des phases d'exploitation et de remise en état définies pour le calcul des garanties financières ;
- les zones où l'exploitation est terminée, celles en eau, celles remblayées et celles remises en état ;
- les voies d'accès et chemins menant à la carrière ;
- les piézomètres, cours d'eau, et fossés limitrophes à la carrière.

#### Article 3.2.2 : Coupes

Des profils sont réalisés tous les 100 m tous les ans, dans les zones exploitées et dans les zones où sont constituées des zones de haut-fonds.

Ils sont réalisés dans la direction de la plus grande pente, avec des échelles horizontales et verticales adaptées, visant notamment à appréhender les pentes de stabilité naturelles des fronts d'exploitation.

Les coupes présentent les pentes théoriques, telles que mentionnées à l'article 3.5 du présent arrêté. Les pentes théoriques sont tracées à partir du bord de l'excavation, ou lorsque la limite du périmètre autorisée est dans une zone en eau, à partir du talus de référence en considérant un recul de 10 m par rapport au périmètre autorisé.

Les profils établis le 04/01/2018 par le cabinet de géomètres-experts Schaller-Roth-Simler servent de référence. Le talus de référence est représenté sur les coupes lors de leur mise à jour.

L'exploitant interprète les coupes conformément aux dispositions de l'article 2.6 du présent arrêté. Il vérifie notamment la conformité des pentes mentionnées à l'article 3.5 du présent arrêté. Les résultats sont consignés dans un registre.

#### Constats :

L'exploitant a présenté le plan d'exploitation actualisé au 10/01/2024. Il comporte globalement les éléments imposés par l'article susvisé.

Le tracé de la limite d'autorisation est confondu avec le tracé de la limite d'extraction, excluant les installations et ouvrages des activités de traitement et de tri/transit du périmètre de l'exploitation.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est attendu que l'exploitant mette à jour le prochain plan d'exploitation avec le périmètre total des parcelles autorisées.

Type de suites proposées : Sans suite



**N° 3 : Garanties Financières**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/10/2019, article 1.4.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Garanties Financières
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet dans les cas suivants : * tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 ; * sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TPO1, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.
<b>Constats :</b>  L'actualisation de l'acte de cautionnement prescrit par l'arrêté préfectoral du 11/10/2019 a été faite.  Ce point n'appelle pas d'observation de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Eaux pluviales & eaux de procédés**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/10/2019, articles 5.4.5 & 5.4.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des eaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  5.4.5 Eaux de procédés (...) La concentration en matières en suspension totales (MEST) des effluents rejetés dans le plan d'eau est inférieure à 500 mg/l pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur vingt-quatre heures et à 1000 mg/l pour un prélèvement instantané. L'exploitant fait réaliser deux fois par an, des mesures permettant de vérifier la conformité des rejets aux présentes dispositions.  5.4.7 Eaux pluviales. Ces eaux doivent être canalisées. Elles sont rejetées au milieu naturel dans les conditions ci-après définies (...) Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures. En ce qui concerne les paramètres MEST - DCO et HC, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites L'exploitant fait réaliser une fois par an, par un organisme compétent, l'ensemble des mesures permettant de vérifier la conformité des rejets aux présentes dispositions. Il fait également réaliser une mesure en sortie du séparateur d'hydrocarbures. Le résultat des analyses et le bilan quant à la conformité des rejets sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées
<b>Constats :</b>  L'exploitant effectue les analyses prescrites par son arrêté. Les derniers rapports d'analyses ont été présentés à l'inspection (de 2022 à ce jour). Les résultats et conclusions sont globalement cohérents aux prescriptions. Le résultat de MEST (Matières En Suspension Totales) en sortie de bassins (eaux de procédés) était élevé en mai 2024 : 3200mg/l contre 1000mg/l prescrit. L'exploitant a expliqué cette valeur suite à une brèche apparue récemment entre le dernier bassin de décantation et le plan d'eau. Des travaux ont été effectués début juillet pour colmater la brèche. Un devis de travaux a été montré à l'inspection. L'inspection a observé l'absence de brèche lors de la visite. Le résultat en COT (Carbone Organique Total) des eaux superficielles en décembre 2023 était de

2,4 mgC/L et en décembre 2022 de 2,6 mgC/L légèrement au-dessus de la concentration de 2mg C/L préconisée par l'arrêté du 11/01/2007 modifié par l'arrêté du 30/12/2022 relatif aux limites et références de qualité des eaux destinées à la consommation humaine.

Il a été constaté que les résultats ne sont pas reportés dans GIDAF (application de Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquente). L'inspection demande à l'exploitant de compléter régulièrement la base GIDAF.

Il est préconisé également de porter une attention particulière aux rapports rendus par le prestataire effectuant les analyses et l'agence missionnée pour rapporter le bilan annuel. L'inspection a pu relever quelques incohérences dans les rapports (copier/coller erroné d'une année à l'autre, point de prélèvement identifié sur plan mais non prélevé lors de la campagne...). Des conclusions plus évidentes avec les réflexions/actions correctives menées au vu des résultats doivent être intégrées par l'exploitant à l'issue des analyses et de leur résultat.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : Surveillance des eaux souterraines

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 11/10/2019, article 5.5

**Thème(s) :** Risques chroniques, Surveillance des eaux

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant réalise une surveillance des eaux souterraines selon les modalités définies dans les articles ci-après.

(...)

Les résultats d'analyse font également apparaître la conformité des résultats par rapport aux valeurs de référence eaux brutes pour l'eau potable.

L'exploitant analyse et interprète les résultats de la surveillance des eaux souterraines.

Le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé deux fois par an (une fois en période de hautes eaux, une fois en période de basses eaux).

L'exploitant joint aux résultats d'analyse un tableau des niveaux relevés (exprimés en mètres NGF), ainsi qu'une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements avec une localisation des piézomètres.

**Constats :**

L'exploitant effectue les analyses prescrites par son arrêté.

Les derniers rapports d'analyse ont été présentés à l'inspection (de 2022 à ce jour). Les résultats et conclusions sont globalement cohérents aux prescriptions.

Seul, un dépassement de la valeur référence « eaux potables » au droit du piézomètre PZ3 (aval) pour le Carbone Organique Total (COT) est à noter ; 6,5mgC/L contre 2mgC/L en décembre 2022.

L'exploitant a émis l'hypothèse de forte pluie avec débord de la rivière de la Sauer jouxtant l'exploitation. L'eau de la Sauer est alors supposée chargée en phytosanitaire provenant des terrains agricoles voisins.

La valeur en COT au droit du piézomètre PZ3, un an plus tard, était de 1,3 mgC/L dans les spécifications attendues.

Il a été relevé que les résultats ne sont pas reportés dans GIDAF (application de Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquente). L'inspection demande à l'exploitant de compléter régulièrement la base GIDAF.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Bruit**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/10/2019, article 7.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance_Bruit
<b>Prescription contrôlée :</b>  Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée avant décembre 2019 puis tous les 5 ans. La mesure de l'émergence est réalisée au niveau de la zone à émergence réglementée la plus proche (camping du Salmengrund). Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23/01/1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté le dernier rapport de contrôle acoustique réalisé en décembre 2020. Les résultats et conclusions sont conformes. Le prochain contrôle sera réalisé en 2025.  Ce point n'appelle pas d'observation de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Milieu Naturel**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/10/2019, article 2.1.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Mesures d'évitement et d'accompagnement
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant met en œuvre les mesures suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• les berges remises en état et les espèces végétales (notamment les phragmites) qui y sont présentes sont maintenues en l'état ;</li><li>• la mare située au Sud des terrains décapés est maintenue et ne fait l'objet d'aucun remblaiement ou modification ;</li><li>• les nids de Bergeronnette grise présents dans l'emprise du périmètre autorisé (installations de traitement et station de transit) sont localisés au sol et protégés. Dans ce cadre, les nids sont repérés chaque année par un ornithologue au début de la période de nidification ;</li><li>• les travaux d'entretien de la couverture végétale sont réalisés hors période de nidification des oiseaux nicheurs. Ils sont réalisés de septembre à février inclus ;</li><li>• les espèces invasives identifiées dans l'emprise du périmètre font l'objet d'un traitement adapté (pas d'utilisation de produits phytosanitaires).</li></ul>
<b>Constats :</b>  Le personnel est sensibilisé à l'aspect écologique du site. L'association de pêche locale, également présente sur le plan d'eau, en front ouest, est très active dans la préservation écologique. Elle mène des actions de nettoyage des abords du plan, de sensibilisation aux personnes et de fauche des abords. Une convention a été établie entre l'exploitant Dyckerhoff et la Ligue de Protection des oiseaux (LPO) en 2024. Le pointage des espèces ainsi que la présence de nidification de ces espèces a été démarré le 08/07/2024 par la LPO et s'est terminé le jour de la visite d'inspection, le 10/07/2024. Un rapport en suivra et sera transmis à l'inspection. Un devis a été signé avec un prestataire de service pour le recensement et la lutte contre les espèces invasives. Les conditions météorologiques du printemps ont un peu décalé les travaux. Ils vont commencer sous peu. Un rapport sera transmis en fin d'année pour rendre compte des travaux réalisés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Gestion et suivi des zones de stockage - aménagement et entretien**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/10/2019, article 6.1.3.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Zones de stockage des déchets d'extraction inertes internes
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont aménagées, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution. L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés et établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes.
<b>Constats :</b>  Il y a une zone de stockage de déchets inertes d'extraction sur le site. Cette zone est correctement identifiée sur le plan d'exploitation, décrite et justifiée dans le Plan de Gestion de Déchets d'Extraction (PGDE). Une mise à jour du PGDE, version 3 a été réalisée le 20/06/2024 suite à la mise en place de la nouvelle roue à sable.  Ce point n'appelle pas d'observation de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/10/2019, article 6.1.3.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Limitation de la production de déchets/Séparation des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  6.1.1 - L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement et l'exploitation de ses installations pour respecter les principes définis par l'article L.541-1 du Code de l'environnement :  1° En priorité, de prévenir et de réduire la production des déchets d'extraction (...) 2° Pour les autres déchets, de mettre en œuvre une hiérarchie des modes de traitement des déchets consistant à privilégier, dans l'ordre : a) la préparation en vue de la réutilisation ; b) le recyclage ; c) toute autre valorisation, d) l'élimination. (...)  6.1.2 - 6.1.2 Séparation des déchets  Les déchets doivent être répertoriés selon les trois catégories suivantes : - les déchets d'extraction inertes (résultant de l'exploitation) ; - les déchets non dangereux ; - les déchets dangereux définis à R.541-8 du Code de l'environnement. (...)
<b>Constats :</b>  L'exploitant a établi un plan de gestion des déchets, version 1 en date du 22/06/2024 recensant tous les déchets : ferraille, plastique, caoutchouc, huile du site avec leurs stockages et traitements respectifs. L'exploitant conserve, par chronologie, tous les traitements/enlèvements de déchets réalisés.  Ce point n'appelle pas d'observation de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite